



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_112

EDUCATION ENFANCE JEUNESSE - RESTAURATION SCOLAIRE- APPLICATION DU QUOTIENT FAMILIAL POUR LES ENFANTS SCOLARISÉS EN UNITÉ LOCALISÉE POUR L'INCLUSION SCOLAIRE (ULIS) DANS UNE COMMUNE EXTÉRIEURE

Madame Véronique Blondel, Adjointe au maire - L'objet de cette délibération est de permettre aux familles dont les enfants doivent, par décision de l'Inspection Académique, suivre une scolarité dans une unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS) située dans une commune extérieure à leur commune de résidence, de bénéficier de la restauration scolaire dans des conditions équitables.

Le principe est le suivant :

Dans un premier temps, la commune d'accueil facture à la famille les repas consommés par les enfants en fonction des tarifs correspondant à leur quotient familial, tels qu'ils sont arrêtés par le Conseil Municipal de la commune de résidence.

Dans un second temps, le reste à charge est calculé en fonction de la situation fiscale de la famille, le tarif extérieur imposable ou non imposable, et facturé par la commune d'accueil à la commune de résidence. Au cas où le justificatif du statut fiscal ne serait pas présenté aux services de la ville, c'est le tarif extérieur imposable qui serait appliqué.

Ce dispositif est formalisé par une convention conclue entre la commune d'accueil et la commune de résidence, sur le principe de la réciprocité.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le rapport de Madame Véronique BLONDEL, Adjointe au Maire en charge de la vie Éducative, de l'Enfance et de l'État Civil ;

VU la commission n° 2 « Éducation Culture et Citoyenneté » réunie le 27 mai 2026 consultée ;

CONSIDÉRANT

- le but du dispositif qui est de permettre aux familles dont les enfants doivent, par décision de l'Inspection Académique, suivre une scolarité dans une unité localisée pour l'inclusion scolaire (ULIS) située dans une commune extérieure à leur commune de résidence, de bénéficier de la restauration scolaire dans des conditions équitables ;
- la transmission réciproque chaque année de leurs grilles tarifaires pour la restauration scolaire entre les communes de résidence et d'accueil à l'occasion de la rentrée scolaire ;
- la transmission par la ville de résidence du tarif à considérer dans la procédure de facturation ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécour citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- **D'autoriser** Monsieur Le Maire à signer au titre des années scolaires 2026/2027, 2027/2028 et 2028/2029 avec les communes de résidence et les communes d'accueil, les conventions fixant les conditions de facturation et de remboursement des repas des enfants scolarisés dans les classes ULIS et établies suivant le modèle ci-annexé.

Imputation budgétaire

Exercice 2026

Budget principal

Sous-fonction et rubriques : 281

Nature et intitulé : 7067

Montant de la recette : 3 500 euros

Sous-fonction et rubrique : 213

Nature et intitulé : 6558

Montant de la dépense : 500 €

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

